



**QUELS SONT LES ENJEUX, POUR LES ALLEMANDS, DE L'EXTENSION  
DE L'UNION EUROPEENNE ?**

---

**Mémoire de géopolitique**  
**du commandant (Air) Serge Bourguignat**  
**dans le cadre du séminaire « Théories géopolitiques du XIX<sup>ème</sup> et début du XX<sup>ème</sup> siècle »**

**Directeur : Monsieur Philippe CONRAD**

**Mars 2006**

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. Quels sont les enjeux, pour les Allemands, de l'extension de l'Union Européenne?
2. 2006\_mémoire\_géop\_Allemands-UE\_Bourguignat
3. commandant, air, BOURGUIGNAT Serge, France
4. 22 mars 2006
5. Division C – groupe C5
6. Mémoire de géopolitique
7. La réunification allemande a régénéré un géant au cœur de l'Union européenne, qui a été la cause des deux Guerres mondiales. Ce géant a toujours fortement influencé la Communauté puis l'Union dans les domaines économique, de politique interne communautaire, etc... Aujourd'hui, ce pays, qui avait fait preuve de réserve depuis 1945, s'affirme à l'échelle mondiale. Est-ce le signe d'une volonté hégémonique? L'étude des théories géopolitiques allemandes, françaises et anglo-saxonnes, corroborées aux décisions politiques récentes démontrent qu'intentionnellement ou non, les dirigeants allemands mènent une politique hégémonique, mais que celle-ci ne pourra être concrétisée à moyen terme, du fait de la population allemande qui ne s'y prête pas.
8. Allemagne, Union européenne, Mitteleuropa, géopolitique.

Quels sont les enjeux, pour les Allemands, de l'extension de l'Union Européenne?

Table des matières

PREMIÈRE PARTIE : CONSTRUCTION DE L'ALLEMAGNE

Histoire succincte de l'Allemagne

Théorie géopolitiques

DEUXIÈME PARTIE: L'EVOLUTION DE L'ALLEMAGNE DEPUIS LA REUNIFICATION

L'action diplomatique

L'action économique

Le domaine militaire

Le peuple allemand

La culture allemande

## TABLE DES MATIÈRES

<b><u>1. Introduction</u></b>	3
<b><u>2. Construction de l'Allemagne</u></b>	3
<b><u>2.1 Histoire succincte de l'Allemagne</u></b>	3
<b><u>2.2 Théories géopolitiques</u></b>	6
<u>2.2.1 Les visions germaniques</u>	6
<u>2.2.2 les visions françaises</u>	10
<u>2.2.3 Les visions anglo-saxonnes</u>	13
<b><u>3. L'évolution de l'Allemagne depuis la Réunification</u></b>	15
<u>3.1 L'action diplomatique</u>	15
<u>3.1.1 Les intérêts « vitaux »</u>	15
<u>3.1.2 Les intérêts « essentiels »</u>	17
<u>L'Allemagne et l'Europe</u>	17
<u>L'Allemagne, les États-Unis et l'OTAN</u>	19
<u>3.1.3 Les intérêts « importants »</u>	21
<u>3.2 L'action économique</u>	22
<u>3.3 Le domaine militaire</u>	25
<u>3.4 Le peuple allemand</u>	27
<u>3.5 L'action culturelle</u>	28
<b><u>4. Conclusion</u></b>	30
<u>Bibliographie</u>	31
<u>Annexes</u>	33

Quels sont les enjeux pour les Allemands de l'extension de l'Union Européenne ?

## **1. Introduction**

Créée en 1957 par le traité de Rome, la Communauté Européenne comprenait initialement six membres dont une Allemagne, qui était amputée de sa partie orientale. Aujourd'hui, la Communauté est devenue Union et comprend 25 membres dont une Allemagne désormais réunifiée<sup>1</sup>. Le centre de la Communauté européenne, qui se situait entre Strasbourg et Bruxelles se trouve désormais beaucoup plus proche de Berlin que de ces villes ; de plus l'Allemagne réunifiée est l'état le plus riche et le plus peuplé, et se trouve au cœur de l'Europe. Cette situation faisait dire au Général Gallois<sup>2</sup> que le « grand dessein national » du gouvernement fédéral est « d'obtenir par l'économie l'objectif que deux Guerres Mondiales n'ont pas permis d'atteindre ». Ce propos tenu il y a sept ans, choque désormais par sa brutalité et l'on peut se poser la question de sa pertinence. Pour répondre à cette question, il convient de voir comment l'Allemagne s'est constituée à la fois géographiquement et conceptuellement, comment elle se réalise et prépare son avenir. Dès lors, on pourra véritablement appréhender les options et les enjeux qui se présentent maintenant à l'Allemagne, dans le cadre de l'Union Européenne dont elle est un moteur puissant.

## **2. Construction de l'Allemagne**

### **2.1 Histoire succincte de l'Allemagne**

Si le territoire de l'Allemagne fédérale est aujourd'hui parfaitement délimité et reconnu par des traités avec l'ensemble de ses neuf voisins, il est particulièrement difficile de définir l'ensemble de sa sphère d'influence qui n'est pas bordée par des frontières physiques (fleuve, côte, montagne...). Il est donc difficile de définir l'Allemagne comme étant un État-nation, ce qui va engendrer des frontières fluctuantes au cours des siècles, une scission du peuple allemand en deux entités et enfin des conceptions géopolitiques particulièrement florissantes dès les années 1860 en Autriche et peu après en Allemagne. Il importe donc de retracer l'histoire de ces États en partant du début de l'Histoire, c'est-à-dire de la présence romaine. À cette époque, les Germains occupent un territoire qui s'étend de la Mer du Nord à hauteur de la Belgique et des Pays-Bas actuels jusqu'à l'Oder, du sud de la Scandinavie au nord jusqu'aux Alpes<sup>3</sup>. La

---

<sup>1</sup> Cf Annexe 1

<sup>2</sup> Général Gallois. « La France sort-elle de l'histoire ? superpuissances et déclin ». Lausanne, 1998.

<sup>3</sup> Cf Annexe 2

présence romaine à son apogée scinde ce monde germanique en deux par l'établissement d'une frontière militaire qui s'appelle le Limes. Cette frontière artificielle marquera durablement la psychologie des peuples et conditionnera l'orientation politique que ceux-ci prendront par la suite lors de la création des Etats. Au sud, se trouvent les populations totalement romanisées et christianisées, au nord, se trouvent les peuples qui vivent dans des conditions traditionnelles c'est-à-dire une idolâtrie païenne et un mode de fonctionnement tribal. Le christianisme parviendra toutefois à s'imposer au nord, en particulier grâce aux conquêtes et aux conversions forcées réalisées par Charlemagne. L'Empire de celui-ci s'étendait du sud des Pyrénées au Danemark, aux frontières de l'ancienne RFA, à la Hongrie, la Slovénie, la Croatie et l'Italie du Nord actuelles<sup>4</sup>.

En 843, en conclusion du traité de Verdun, la Francie occidentale constitue ce qui deviendra la France, un royaume centralisé ; la Lotharingie (au centre) et la Francie orientale, la Germanie<sup>5</sup>. Sous l'action fédératrice d'Henri Ier l'Oiseleur, la Francie orientale agrègera à elle les royaumes d'Italie et de Bourgogne, vestiges de la Lotharingie pour constituer le Saint Empire Romain Germanique, fondé en 962 par le souverain saxon Othon, basé politiquement sur une fédération autour d'un pouvoir central<sup>6</sup>. Après la lignée des Staufen et la maison de Luxembourg, est élu un nouvel Empereur qui fondera une nouvelle dynastie, les Habsbourg, d'Autriche. Elle dominera pendant plusieurs siècles l'espace germanique en réunissant de vastes territoires à l'occasion de mariages, d'alliances et accessoirement de la reconquête menée contre les Turcs. Pendant ce temps, l'Allemagne se disloque en une multitude d'Etats.

L'apparition du protestantisme fait renaître la frontière romaine définie par le Limes, qui séparera les états cités allemands protestants des catholiques. Curieusement à cette occasion, la Bavière, demeurée catholique, n'a pas rejoint l'Autriche. Il s'ensuit une guerre fratricide entre les populations allemandes : la guerre de Trente ans (1618-1648). Cette guerre, dans laquelle tous les états européens se sont impliqués, a considérablement affaibli les nations germaniques. Il est important de souligner que la signature des traités de Westphalie entre les diverses parties allemandes redéfinit la zone Allemagne comme une myriade de petits Etats autonomes<sup>7</sup>. À cette époque, la Prusse, héritière de l'ordre des chevaliers teutoniques, émerge déjà comme une grande puissance européenne même si elle est encore la plus petite.

Alors que l'Autriche s'étend vers l'Est avec l'adjonction à son empire de la Hongrie et d'une partie des Balkans, la Prusse, elle, cherche à s'étendre vers l'ouest, en conquérant la Silésie, en tentant la conquête de la Saxe. Frédéric II de Prusse est indéniablement l'homme qui

---

<sup>4</sup> Cf Annexe 3

<sup>5</sup> Cf Annexe 4

<sup>6</sup> Cf Annexe 5

<sup>7</sup> Cf Annexe 6

a su constituer un vaste empire autour de la plus petite des grandes puissances européennes. Il fut le grand bénéficiaire de la guerre de succession d'Autriche (1740-1748) et de la Guerre de Sept ans (1756-1763) qui affaiblit tant la France que l'Autriche. La politique fédératrice de la Prusse sous l'égide de Frédéric II permit à l'Allemagne de s'identifier à Frédéric le Grand. Mais c'est fondamentalement Napoléon 1<sup>er</sup> qui, indirectement, constitua l'unité allemande.

La révolution française et les conquêtes en Europe qui la suivirent, incitèrent Napoléon à mettre fin au Saint Empire en 1806 et à réorganiser l'Allemagne en une Confédération germanique séparant de l'Autriche et de la Prusse, les pays allemands désormais placés sous influence française. À la chute de l'empereur français, le congrès de Vienne restructure à nouveau, en 1815, l'espace allemand autour de deux grands blocs, la Prusse et l'Autriche, et d'une trentaine de principautés et monarchies dotées de pouvoirs autonomes<sup>8</sup>.

La structuration de l'Allemagne moderne date de 1833, année de la création du *Zollverein*, espace douanier regroupant la Prusse, les monarchies de l'Allemagne moyenne mais excluant l'Autriche. Dès lors, l'Allemagne, en tant que nation, peut se constituer autour de la Prusse. Cette existence est reconnue le 18 janvier 1871, dans la galerie des Glaces à Versailles, avec la proclamation de l'Empire allemand, dix jours avant l'armistice signé avec la France. Pendant ce temps, l'Autriche entame son déclin en s'opposant à la Russie et aux mouvements nationalistes internes qui contestent l'hyper centralisation du pouvoir.

Les deux Guerres mondiales qui suivirent marquèrent le déclin de l'Autriche, dans un premier temps, qui fut restreinte dans ses frontières actuelles par le traité de Saint-Germain, et de l'Allemagne, dans un deuxième temps qui fut amputée de sa partie orientale et fut divisée en zones d'occupation par les puissances victorieuses en 1945.

Le 23 mai 1949, dans le cadre du plan Marshall et en application des concepts géopolitiques anglo-saxons, les trois zones d'occupation occidentales fusionnent pour constituer la République Fédérale d'Allemagne, RFA. A l'Est, la zone d'occupation soviétique devient en réponse le 7 octobre un Etat, la République Démocratique d'Allemagne, RDA. Cette séparation de l'espace allemand a perduré jusqu'en 1990. En 1950, la création de la CECA, qui augure celle de la CEE en 1957, ancre définitivement l'Allemagne en Europe occidentale. En octobre 1954, l'Allemagne intègre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, ce qui modifie considérablement son statut politique. Depuis le 3 octobre 1990, il n'y a plus de zone d'occupation, et en 1991, les traités de paix et de définition des frontières ont été signés entre l'Allemagne et les anciens belligérants de la deuxième guerre mondiale. C'est le début d'une nouvelle histoire, dont l'étude sera développée en deuxième partie.

---

<sup>8</sup> Cf Annexe 7

Au terme de ce rapide survol de l'histoire allemande, on peut dénoter quelques constantes : d'une part, l'Allemagne s'est toujours constituée sur un régime fédéral, alors que l'Autriche s'est toujours constituée sur un régime centralisé ; d'autre part, s'il existe une grande différence entre les zones protestantes, située majoritairement au nord de l'ancien Limes, et celles au sud, catholiques, le sentiment national en Allemagne, tout comme en Autriche, est prépondérant. Afin de comprendre le mode de fonctionnement en vases communicants entre l'Allemagne et Autriche au cours de leur histoire, leurs liens avec l'Europe, centrale et orientale principalement, il est utile d'appréhender les théories géopolitiques des protagonistes de l'histoire européenne.

## **2.2 Théories géopolitiques**

### **2.2.1 Les visions germaniques**

Il faut reconnaître qu'avec la disparition de la dynastie des Staufen, toute conception géopolitique de l'Allemagne s'est dissoute dans les intérêts particuliers des états cités. Seule l'Autriche a tenté ensuite de regrouper l'ensemble des Etats allemands en une communauté d'intérêts. Ce n'est qu'au cours de l'hiver 1806-1807, que Johann Fichte, avec le « Discours à la nation allemande » initiera le processus de conceptualisation d'une nation allemande moderne. Il faut toutefois reconnaître que ce sont principalement des Autrichiens qui ont une conception d'un espace allemand bien plus que les Prussiens qui ont une vision davantage de conquête géographique que de construction nationale.

Le premier à avoir une vision géopolitique de l'Allemagne est un Autrichien, Metternich, qui voulait établir un équilibre entre les puissances européennes, équilibre qui s'est institué lors du congrès de Vienne en 1815. Pour lui, Allemagne et Autriche devaient avoir des puissances comparables en mesure de contrebalancer celle de la France et, accessoirement, celle de la Russie, sans avoir la tentation de s'entre-dévorer, comme ce fut le cas au siècle précédent. C'est pourquoi la Confédération germanique fut établie regroupant la Prusse et les royaumes d'Allemagne moyenne et la partie germanophone de l'Autriche. Cette vision de l'équilibre entre les puissances a poussé les vainqueurs de la France à ne pas la démembrer totalement de peur que l'esprit revancharde ne mène l'Europe à connaître le même gouffre que sous Napoléon Ier.

À l'issue du congrès de Vienne, une période de stabilité va s'établir, qui verra l'émergence de la Prusse et l'effritement de l'Autriche, concurrente de la Russie en Europe slave et balkanique. C'est au cours de cette période que les conceptions géopolitiques du rôle de l'Allemagne vont commencer à fleurir. Ainsi en 1845 G. Höfken énonce-t-il « l'Allemand, dont

le principe politique n'est pas la conquête, mais qui a pour but unique son propre développement, est appelé à faire de tous les états d'Europe centrale et une grande fédération commerciale»<sup>9</sup>. Mais pour d'autres notamment Moritz Mohl, cette fédération commerciale est le préalable à une fusion politique : « groupant dans ses frontières l'Autriche et les états de la mer du Nord, forts de ces 70 millions d'habitants, le *Zollverein* se transformera grâce à la libre circulation et à la fusion de ses routes commerciales en une seule et grande nation [...] dont les chefs tiendront en leur main le glaive et la balance, gage de la paix européenne ».

Cependant avec l'échec du Parlement de Francfort en 1848, la conception de l'espace allemand doit être revue. Ainsi, un député autrichien, Franz von Sommaruga, proposa la formation de deux groupes d'états : un Bundesstaat (État fédéral) regroupant tous les territoires allemands et un Saatsenbund (confédération) regroupant le Bundesstaat et les « États-nations » de l'Autriche-Hongrie. L'intérêt de cette association était d'ouvrir le *Zollverein* aux ports du sud (Italie, ensemble balkanique...) et de former une union politique en mesure de résister à de deux puissances émergentes, la Russie et les Etats-unis. Le Bavarois Edmund Jörg, dès 1854 considérait qu'en présence des deux grandes puissances extra européennes, l'Europe actuelle, désagrégée à l'ouest par « l'humanitarisme d'essence protestante, à l'est par une schismatique orthodoxie », se trouverait en état de faible résistance. Il ne voyait de salut que dans la reconstitution d'un Reich œcuménique, sous la forme d'une puissante Mitteleuropa.<sup>10</sup> Cette analyse fit de nombreux émules, tant en Autriche avec notamment Julius Fröbel<sup>11</sup> qui privilégiait une Europe fédérée à la tête de laquelle il plaçait la France napoléonienne, qu'en Prusse avec Constantin Frantz, qui constate lui aussi il n'y a plus que deux grands Etats : les États-Unis et la Russie, deux puissances de deuxième ordre : la Grande-Bretagne et la France, et au milieu se trouve une polyarchie du fait du développement des nationalités ; il fallait donc un qu'Allemagne et Autriche s'unissent pour former un « asile des nations » et « un refuge de paix » impérialiste et pacifiste<sup>12</sup>. Cette coalition entre Allemagne et Autriche a été au cœur du débat entre la « grande » et la « petite » Allemagne, lors des événements de 1848 et 1849. Le débat a été clos par Bismarck, qui par une politique de conquête a opté pour la « petite » Allemagne construite autour et au service de la Prusse, écrasant ainsi les rêves du Parlement de Francfort. « Les équipements militaires doivent être équitablement distribués entre les Allemands. Nous ne nous approcherions pas du but avec des discours, des associations ou des décisions à la majorité; mais un sérieux combat ne pourra pas être évité, un combat qui ne pourra être mené à bien qu'à travers le fer et le sang. »<sup>13</sup>

---

<sup>9</sup> Gustav Höfken « Belgien in seinen Verhältnissen zu Frankreich und Deutschland ». 1845

<sup>10</sup> E. Jörg. « Historisch-Politisch Blätter ». 1854 t I et II

<sup>11</sup> J. Fröbel « Aus Amerika » 1857-1858

<sup>12</sup> C. Frantz. « Untersuchungen über das Europäische Gleichgewicht. Berlin. 1859

<sup>13</sup> O. von Bismarck. « Gedanken und Erinnerungen » Stuttgart et Berlin. 1922.

Cette politique de puissance a considérablement inquiété Frantz : «le peuple allemand est devenu plus mauvais du fait de sa victoire, qu'il n'était auparavant... Si l'Allemand n'était pas tombé sur la tête, il devrait considérer l'anniversaire de Sedan comme un jour de deuil national ». « Nous sommes en train de devenir la nation la plus vaniteuse et la plus vantarde du monde. [...] Les monuments érigés à la gloire de Guillaume Ier sont plus nombreux que ceux élevés par les Français à la gloire de Louis XIV»<sup>14</sup>. Pour lui, le militarisme prussien enfante le militarisme universel. Ses conclusions géopolitiques se résument en trois idées maîtresses : création d'une fédération germanique ayant l'Autriche pour centre ; colonisation continentale par l'Allemagne au lieu d'une expansion mondiale ; organisation de l'Europe en une structure fédérale en vue du péril russe. « Seul le fédéralisme offre la possibilité d'une expansion continue tandis que la centralisation ne peut jamais s'étendre au loin ».<sup>15</sup>

Les conceptions politiques de l'Allemagne qui vont se développer par la suite sont fortement marquées par l'esprit de Friedrich Ratzel<sup>16</sup>, qui définit un darwinisme social. Pour lui, l'espace est un territoire où la population a le droit de disposer des moyens de subsister et en conclut que l'Etat devient un individu géographique, et que donc il existe une conflictualité inter étatique constante. Même s'il n'utilise pas le terme de Lebensraum, il introduit une loi de la croissance spatiale. Ce concept sera repris ensuite par Karl Haushofer qui tentera une définition du Lebensraum en se fondant sur le fait que l'Allemagne est un des deux « pays à nourrir et à vêtir plus de 130 habitants au kilomètre carré »<sup>17</sup> et introduira la notion de panisme<sup>18</sup>. La zone pangermanique s'étendant sur l'Union Européenne actuelle, l'Afrique et tout le Moyen-Orient, la Pologne étant ipso facto à partager entre l'Allemagne et la Russie<sup>19</sup>. Ses théories justifieront de manière pseudo scientifique la politique d'expansion nazie.<sup>20</sup>

Frédéric Naumann a une vision plus nuancée de l'espace sous domination allemande. «La nouvelle Europe centrale (sous domination allemande, NDLR) devra faire preuve de tolérance de souplesse à l'égard de toutes les langues voisines et participantes, afin que puisse s'élever la grande harmonie nécessaire à un état combattu et pressé de tous côtés ». Il affirme que la création de l'Europe centrale a pour corollaire le renoncement sincère au prosélytisme germanique, et que la souveraineté absolue des nations est un vain mot mais que l'expansion

---

<sup>14</sup> C. Frantz. « Das Neue Deutschland ». Berlin. 1871

<sup>15</sup> C. Frantz « Die Weltpolitik unter besonderer Bezugnahme auf Deutschland » . 3 Vol. Chemnitz. 1882-1883

<sup>16</sup> F.Ratzel. « Géographie politique ». Paris. Economica. 1988

<sup>17</sup> K. Haushofer. « Dai Nihon ; Betrachtungen über Gross-Japans Wehrkraft, Weltstellung und Zukunft, von Karl Haushofer ... Mit drei Karten. Berlin, E.S. Mittler und Sohn, 1913.

<sup>18</sup> K. Haushofer. « Geopolitik der Pan-Ideen ». Ed Zentral Verlag. Berlin. 1931

<sup>19</sup> Cf Annexe 8.

<sup>20</sup> K. Haushofer fut un protégé de R Hess et demeura un conseiller, peu écouté, de Hitler. A la suite de l'attentat de Stauffenberg, son fils fut exécuté, et lui se suicida en 1946, à l'issue de son jugement par les alliés.

économique et morale du nouvel État dépendra de l'indépendance relative qui sera accordée à chacune des nations<sup>21</sup>.

Globalement, dans la pensée géopolitique allemande des années 30 il fallait organiser un circuit dans une région déterminée, où le commerce serait régulé de façon à assurer la réalisation des objectifs fixés par l'État directeur de cette nouvelle communauté. Le marché qui serait constitué au sein de ce «grand espace économique» ne devrait être gêné ni par les fluctuations de la conjoncture ni par la politique économique des autres puissances. Si l'Allemagne réussit à constituer ce grand espace, son commerce mondial ne disparaîtra pas ; il faut en effet distinguer le commerce d'approvisionnement, qui assurera l'existence du peuple allemand, du commerce de performance qui intéresse les objets de seconde nécessité et qui s'inscrirait dans les relations internationales. L'essentiel demeurerait l'organisation d'une économie planifiée, au sein du grand espace. Au sein de ce grand espace l'Europe du sud-est jouerait un rôle capital : seuls, le commerce extérieur pouvait procurer les capitaux indispensables pour remédier aux retards des économies des pays de l'Europe sud orientale ; et seule l'Allemagne était disposée et capable d'offrir des débouchés suffisants et stables pour les excédents de production agricole de ses états, contrairement aux autres puissances de l'Europe occidentale.

Les collusions entre les théoriciens de la géopolitique et le parti nazi ont définitivement discrédité cette science pour les 50 ans qui suivirent. De plus, le partage en deux Allemagnes a totalement orienté la conception d'une politique étrangère allemande sur la réunification.

Konrad Adenauer a fixé la vision de soi allemande de la capitulation allemande de 1945 aux années 70. Comme, selon lui, une Allemagne puissante, libre de ses mouvements au centre de l'Europe, faisait planer une menace générale aux dépens de sa propre sécurité et qu'un pays occupé, coupé de ses racines historiques, exigeait une politique stable pour reprendre son avenir en main, il fallait donc que la RFA s'ancrât à l'Ouest. Sa position se résume ainsi : «il faut nous ancrer à l'Europe libre. La neutralisation de l'Allemagne ne sera pas la solution du problème mais entraînerait une aggravation des dangers politiques aussi bien pour nous que pour l'Europe et pour le monde. On ne pouvait pas [...] créer au milieu de l'Europe un vide politique»<sup>22</sup>. Ainsi, le succès économique à l'Ouest attirerait la RDA vers une fusion pacifique.

Au bout de 25 ans de patience, Willy Brandt estima que la politique de Konrad Adenauer avait atteint ses limites et qu'il fallait trouver une autre voie pour la réunification. Il prôna donc une politique purement nationale visant à réunifier les deux Allemagne en procédant à un assouplissement des relations avec l'Union Soviétique et l'Allemagne de l'Est. Il affirmait ainsi que l'Allemagne pouvait, seule, servir ses intérêts face à une grande puissance, l'U.R.S.S.

---

<sup>21</sup> F. Naumann. « Mitteleuropa ». Ed G. Reimer. Berlin. 1915.

<sup>22</sup> K. Adenauer. « Mémoires ». trad. D. Meunier. Ed Hachette. Paris. 1967

en l'occurrence... Heureusement, l'Allemagne a bénéficié du soutien de ses alliés en toutes circonstances, ce qui a permis un effritement du bloc communiste.

Lorsque l'on observe l'évolution de la pensée géopolitique allemande au fil des siècles, on constate combien le sentiment d'être un grand pays au cœur de l'Europe est présent, combien la nécessité de composer avec les peuples voisins est impérieuse, que toute structure politique incluant l'Allemagne doit être de type fédéral, qu'enfin les Allemands sont attachés à la qualité de leurs conditions de vie. Les troubles qu'a connus l'Europe depuis 1870, sont davantage liés à une conception prussienne de l'Allemagne qu'aux fondements conceptuels germaniques en général. Toutefois, l'expérience de l'Ostpolitik démontre que l'Allemagne n'est pas encore complètement détachée de ses intérêts nationaux par rapport à ses engagements internationaux.

### 2.2.2 les visions françaises

Alors que la plupart des souverains français ont lutté contre l'émergence de l'Autriche à partir de 1500, notamment pour lutter contre le Saint Empire Germanique et son incarnation la plus resplendissante, Charles Quint, Richelieu définit une nouvelle politique à l'égard de l'espace germanique. Constatant que l'Autriche contrôlait l'Espagne, les Pays-Bas et l'Italie, il décida de promouvoir les États de dimension moyenne de l'espace allemand. Richelieu, prince de l'église catholique, n'hésita pas à s'allier aux principautés protestantes contre l'Autriche, championne de la Contre-Réforme. Cette politique pragmatique qui allait à l'encontre des idéaux a permis de maintenir un « ventre mou » en Europe, que la plupart des États européens se sont usés à essayer de conquérir. Ce ventre mou a été l'objet de coalitions de circonstance, qui se faisaient et se défaisaient au gré des intérêts nationaux.

Cette politique visant à favoriser l'Allemagne au détriment de l'Autriche a perduré pendant deux siècles et demi. Alors que l'idée de Richelieu était d'établir un équilibre entre les deux puissances germaniques, l'adoption en France des idées du Siècle des Lumières et le soutien qu'elles reçurent en Prusse conduisirent les gouvernements français à systématiquement s'attaquer à l'Autriche seule. Cette erreur d'analyse géopolitique est partagée par tous les gouvernants français depuis Louis XIV jusqu'à Clemenceau. Quelques grands gouvernants (Louis XIV, Napoléon Ier) se sont toutefois rendu compte de leur analyse stratégique erronée, mais cela au terme de leur exercice du pouvoir.

Napoléon III a probablement été le plus loin dans cette erreur d'analyse géopolitique, convaincu que la chute de son oncle était due d'abord à l'Autriche. Il a soutenu politiquement la Prusse dès 1850 à la conférence d'Olmütz, et militairement en combattant l'Autriche en Italie, en soutenant les mouvements indépendantistes dans les Balkans. Son aveuglement a atteint le

paroxysme en 1867, année de la dissolution de la Confédération germanique remplacée par la confédération de l'Allemagne du Nord présidée par la Prusse, soutenue par la bienveillante neutralité française.

Pourtant dès 1834, Henri Heine<sup>23</sup> dans *la Revue des deux Mondes* avait alerté sur le danger que représenterait une Allemagne réunifiée où, depuis les guerres révolutionnaires et napoléoniennes, la France n'était guère aimée. Mais c'est indéniablement à l'issue de la défaite de 1870, que la perception de la menace géopolitique allemande s'est faite ressentir.

Le premier à avoir envisagé les relations triangulaires entre la France, l'Allemagne et l'Autriche est André Chéradame<sup>24</sup>, qui proposait de s'appuyer sur les mouvements des nationalités dans l'empire austro-hongrois pour faire obstacle au pangermanisme, non en divisant l'Autriche mais en constituant une alliance entre la France, la Russie et l'Angleterre. Au cours de la Première Guerre Mondiale<sup>25</sup>, sa vision allait encore plus loin, constatant l'extension de l'Allemagne en Europe centrale et soutenait qu'il fallait s'opposer à ses progrès en développant les nationalités dans cette zone, d'autant plus que, depuis la mort de François-Joseph, l'Autriche-Hongrie n'était plus en mesure de se maintenir dans cette région. Cette vision était partagée par Paul Vidal de la Blache<sup>26</sup> qui, considérant que l'activité humaine limitait le déterminisme géographique, expliquait la nécessité de l'existence de l'Autriche-Hongrie et d'un accord franco-russe.

Celui qui a la vision la plus claire de l'avenir de l'Europe est vraisemblablement Jacques Bainville, qui dès le 14 novembre 1918, écrivait : « L'Allemagne s'étendrait dans toute l'Europe centrale et sa masse écraserait le continent. À l'aide de cet argument : « nous sommes une aide démocratie », elle prendrait une première revanche sur sa défaite. » Dans son ouvrage, « les conséquences politiques de la paix »<sup>27</sup>, il démontrait qu'en démantelant l'Autriche-Hongrie sans démanteler de manière similaire l'empire allemand, les négociateurs de la conférence de Paris ont détruit au centre de l'Europe, les conditions de l'équilibre européen. Il décrivit, en 1920, avec une précision remarquable comment une Allemagne révisionniste s'y prendrait pour reconstituer sa puissance : annexion de l'Autriche ; conquête de la Pologne ; éclatement de la Tchécoslovaquie. Il y définit même la durée de vie du Traité de Versailles : 20 ans.

---

<sup>23</sup> Troisième série, t I, pp 473-505 : *la révolution religieuse et Martin Luther* ; t IV, pp 373-408 : *les précurseurs de la révolution philosophique, Spinoza et Lessing* ; pp 633-678 : *la révolution philosophique, Kant, Fichte, Schelling*.

<sup>24</sup> A. Chéradame. « L'Allemagne, la France et la question d'Autriche ». 1902.

<sup>25</sup> A. Chéradame. « Le plan pangermaniste démasqué. Le redoutable piège berlinois de la partie nulle ». 1916

<sup>26</sup> P. Vidal de la Blache. « La France de l'Est ». 1917

<sup>27</sup> J. Bainville. , « les conséquences politiques de la paix ». Paris. Nouvelle librairie nationale. 1920.

Le traumatisme de la Deuxième Guerre Mondiale ne marquera pas longtemps les visions politiques françaises à l'égard de l'Allemagne. Le général De Gaulle, en 1946, se refusait à la reconstitution d'une Allemagne même si, pour lui, la reconstruction allemande était indissociable de la construction européenne. «La France ne conçoit pas que ce qui constituait naguère l'Allemagne n'entre pas dans la coopération économique qu'il s'agit de bâtir.[...] L'Allemagne ne doit pas redevenir le Reich c'est-à-dire une puissance unifiée, centralisée autour de la force, et nécessairement amenée à l'expansion par tous les moyens. *Nous ne voulons pas de Reich.*»<sup>28</sup> Dans cette logique, il s'opposa aux créations des Bi-zone et Tri-zone lors de la conférence de Londres,<sup>29</sup> craignant la constitution d'un État communiste allemand de l'autre côté du rideau de fer. Cependant, une fois revenue aux affaires en 1958, il prit acte de la construction de la CECA puis de la CEE, convaincu par la pertinence des propositions de Jean Monnet et de Robert Schuman.

Pour Jean Monnet, l'intégration de l'Allemagne dans une structure européenne permanente constituait le meilleur moyen de la rendre inoffensive à l'égard de ses voisins et d'assurer du même coup la paix en Europe. Cette structure devait répondre à ses besoins communs, en l'occurrence la reconstruction des pays ravagés par la Deuxième Guerre Mondiale. L'Allemagne était l'un des rares pays européens à disposer d'abondantes ressources en charbon, ce qui permettait de couvrir ses besoins plus la reconstruction de l'industrie des pays européens. La création la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) permettait donc de répondre aux besoins français et simultanément d'améliorer les relations franco-allemandes autour d'intérêts communs, tout en créant un climat de coopération en Europe ; en plaçant l'Allemagne sur un pied d'égalité avec les autres nations européennes, cela ouvrait des perspectives de développement économique accéléré. Pour J. Monnet, développement européen et réintégration de l'Allemagne dans le concert des nations étaient indissociables.

La vision géopolitique française de l'Allemagne est marquée par des allers et retours passionnés entre amour indéfectible et méfiance pour ne pas dire défiance. Aujourd'hui, nous connaissons le couple franco-allemand dans tous les domaines internationaux, mais cette liaison, toujours passionnée, forme, au regard de l'histoire, une « Alliance incertaine ».<sup>30</sup>

---

<sup>28</sup> G<sup>al</sup> de Gaulle. Conférence de presse du 12 novembre 1947.

<sup>29</sup> G<sup>al</sup> de Gaulle. Déclaration du 9 juin 1948.

<sup>30</sup> Georges-Henri Soutou. « L'Alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands.1954-1996 ». Paris. Fayard. 1996.

### 2.2.3 Les visions anglo-saxonnes

Attachés à ne pas se mêler des affaires continentales, les Britanniques ont toujours eu une politique circonspecte à l'égard de l'Allemagne. Cependant, dès le XVIIIe siècle, un Britannique notait «[...] L'Allemagne, si elle était entièrement assujettie à une monarchie, serait redoutable pour toutes les autres. »<sup>31</sup> Cette appréhension d'une Allemagne réunifiée s'est faite particulièrement ressentir lors du congrès de Vienne et Castlereagh se trouvait confronté devant le dilemme d'une Allemagne trop puissante, qui ferait peur à tous ses voisins ou trop faible, qui serait alors l'objet de la convoitise des Français et des Autrichiens. La solution d'une consolidation de l'Allemagne et de l'Autriche ainsi que l'affirmation de l'existence de plusieurs des Etats de taille moyenne (Bavière, Württemberg, Saxe...) fut le meilleur compromis du point de vue britannique.

La Grande-Bretagne, au XIXe siècle, a fait preuve de son attachement au rôle de protecteur de l'équilibre des forces en Europe. De ce fait, une politique de soutien systématique à l'Autriche fut menée jusqu'aux années 1860. L'explication de cette politique fut résumée par Lord Palmerston en 1848 « L'Autriche se tient au centre de l'Europe, barrière contre les empiétements d'un côté et contre les invasions de l'autre. L'indépendance politique et les libertés de l'Europe sont liées, à mon sens, au maintien et à l'intégrité de l'Autriche comme grande puissance européenne ; et donc tous ce qui tend [...] à affaiblir et à paralyser l'Autriche[...] sera une grande calamité pour l'Europe, que tout Anglais doit désapprouver et essayer d'empêcher. »<sup>32</sup> Mais la faiblesse de l'Autriche convainquit les Britanniques que ce pays ne ferait plus suffisamment contrepoids aux ambitions russes. Dès lors, la Grande-Bretagne s'abstint d'intervenir dans les affaires autrichiennes, comme en 1866 face à la Prusse, voire soutint discrètement les mouvements centrifuges, comme en Italie, qui affaiblirent l'Empire.

Ce positionnement britannique n'en était pas pour autant un quitus pour la Prusse. en 1870, Disraeli réaffirmait ce principe : « le gouvernement (britannique) a toujours affirmé qu'il était de l'intérêt de l'Angleterre que les pays des côtes européennes s'étendant de Dunkerque et Ostende jusqu'aux îles de la mer du Nord, fussent aux mains de communautés libres et florissantes, [...] et non aux mains d'une grande puissance militaire[...] »<sup>33</sup>, explicitant ainsi la position britannique à l'encontre d'une expansion prussienne vers l'ouest.

Au début du XXe siècle, un analyste du Foreign Office, sir Eyre Crowe, analysait en 1907, le développement de la flotte allemande de la manière suivante : « la concentration de la plus grande force militaire de la plus grande force navale dans un seul et même État obligerait le

---

<sup>31</sup> Sir T. Overbury « Observation on his travel » *in* « Diplomatie ». H. Kissinger.Fayard.1996.

<sup>32</sup> Lord Palmerston à la Chambre des communes, 21 juillet 1849,*in* Temperley et Penson, « Foundations of British foreign policy: from Pitt (1792) to Salisbury (1902) ». London, Cass, 1966.

<sup>33</sup> Disraeli à la Chambre des communes. 1<sup>er</sup> Août 1870 *in* « Diplomatie ». H. Kissinger.Fayard.1996

monde à s'allier pour se débarrasser d'un tel cauchemar »<sup>34</sup> et avançait deux hypothèses : « ou l'Allemagne envisage très précisément hégémonie politique et une supériorité maritime généralisée, menaçant l'indépendance de ses voisins et en dernier ressort l'existence de l'Angleterre. Ou l'Allemagne, n'entretenant aucune ambition si clairement définie, et simplement désireuse pour le moment d'user de sa position et de son influence légitimes de grande puissance dans le conseil des nations, veut favoriser son commerce international, propager les bienfaits de la culture allemande, étendre le champ de ses activités et créer de nouveaux intérêts allemands dans le monde entier, partout et chaque fois que l'occasion de le faire pacifiquement se présentera [...]. »<sup>35</sup> Et il ajoutait : « [...] Il est clair que la seconde hypothèse peut à n'importe quel stade se fondre dans la première, c'est-à-dire l'hypothèse du dessein conscient. »<sup>36</sup> Nous sommes là au cœur même du sujet.

Cette analyse ne fut pas reprise suffisamment tôt par les négociateurs au traité de Versailles. Lloyd George en fit le constat le 25 mars 1919, trop tardivement pour que cela fut pris en compte : « je ne peux concevoir de plus grande cause de guerre future que le fait que les Allemands, qui se sont indiscutablement révélés l'une des races les plus vigoureuses et les plus puissantes du monde, soient entourés de plusieurs petits Etats, dont beaucoup consistent en des gens qui ne se sont jamais dotés jusqu'ici de gouvernement stable, et qui tous abritent de vastes populations d'Allemands réclamant à grands cris d'être réunis à leur terre natale. »<sup>37</sup>

La solution fut apportée par John Maynard Keynes, qui considérait que l'Allemagne étant, avant 1914, le moteur de la croissance économique sur le continent européen, elle était appelée à le redevenir, sans quoi elle-même et tous ses voisins risquaient de sombrer dans la misère et de ne plus disposer que d'une alternative politique : réaction ou bolchevisme. Réintégrer l'Allemagne au flux normal des relations économiques, renoncer aux réparations, aurait signifié assurer sa propre prospérité et panser rapidement les plaies de la Grande Guerre.<sup>38</sup>

En 1945, la vision anglo-saxonne à l'égard de l'Allemagne était différente. L'amputation des territoires à l'Est, le démembrement en quatre zones d'occupation, la destruction totale de l'Allemagne nécessitaient une politique de reconstruction globale dans le cadre du plan Marshall et de la structure corollaire, le conseil de l'Europe. Pour Dean Acheson, dès 1947, les trois zones d'occupation occidentale devaient former un rempart contre l'extension du communisme. Dans cette logique, la constitution de la bi-zone puis tri-zone et, en définitive, de la RFA, son

---

<sup>34</sup> mémorandum de sir E. Crowe du 1<sup>er</sup> janvier 1907 in « Diplomatie ». H. Kissinger.Fayard.1996

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> Mémorandum de Lloyd George à W. Wilson , 25 mars 1919, in Ray Stannard Baker, « Woodrow Wilson and world settlement, New York. Doubleday. Page&Co.1922

<sup>38</sup> J.M. Keynes « les conséquences économiques de la Paix ». Traduit de l'anglais par Paul Franck. Paris.NRF.1920.

intégration, en 1954, à l'OTAN et son réarmement, en 1956, étaient impératifs pour la sécurité mondiale. En effet, il fallait renforcer les frontières du monde occidental face à l'Union soviétique et aux Etats satellites, ce qui donc imposait de remplir (mais pas trop) le vide situé en Allemagne et de l'ancrer solidement à l'ouest. Pour cette raison, Truman et Acheson refusèrent en 1952, la proposition de Staline de reconstruire une Allemagne neutre mais réarmée à partir des quatre zones d'occupation. Cette Allemagne, aurait pu soit essayer de rester démocratique et neutre à côtés des Soviétiques, ce qui aurait été pure utopie, soit poursuivre une politique purement nationale, ce qui s'est systématiquement avéré incompatible avec la paix en Europe. Dès lors, un soutien quasi inconditionnel à la RFA s'imposait aux Alliés.

### **3 L'évolution de l'Allemagne depuis la Réunification**

#### **3.1 L'action diplomatique**

L'action diplomatique allemande a été profondément marquée par la séparation en deux de l'Allemagne. Pendant 45 ans, toute la politique allemande a visé à la réunification des deux Allemagnes. Lorsque la RFA a absorbé la RDA, l'action diplomatique allemande s'est attachée à normaliser les relations avec ses voisins : reconnaissance des frontières dans le cadre du traité de paix avec les quatre puissances du 12 septembre 1990 ou de traités bilatéraux avec la Pologne et la République tchèque en 1991. Puis elle s'est réorientée pour s'affirmer à l'échelle mondiale et répondre aux besoins de la construction européenne. De ce fait, elle a privilégié une politique autonome dans le cadre des organisations internationales auxquelles elle appartient, que ce soit au sein de l'UE, de l'OTAN, de l'ONU.

Pour appréhender cette question, l'étude des intérêts « vitaux » (parvenir à la stabilité de l'ensemble de l'Europe), « essentiels » (renforcer la capacité d'action globale de l'Europe, approfondir et élargir les institutions existantes, maintenir la structure de sécurité Nord Atlantique) et « importants » (soutenir les efforts en vue de stabiliser des régions telles que le Caucase, l'Asie centrale, le Proche- et le Moyen-Orient et encourager les intérêts économiques en Asie du Sud-Est), proposés par Egon Bahr<sup>39</sup> est la plus pertinente.

##### **3.1.1 Les intérêts « vitaux »**

Elle a notamment marqué son émancipation en 1991, lors de la crise dans l'ex-république fédérale de Yougoslavie, reconnaissant avant l'ensemble de la Communauté Européenne, alors que la décision européenne était entérinée, l'indépendance de la Slovénie et

---

<sup>39</sup> E. Bahr. « Deutsch Interessen. Streitschrift zu Macht, Sicherheit und Aussenpolitik ». Munich. Blessing. 1998.

de la Croatie. Ce dysfonctionnement des institutions de la Communauté marquait alors une rupture avec la doctrine lancée par Adenauer. Cette nouvelle orientation est parfaitement définie par H. D Genscher qui déclaraient au forum économique de Davos de 1991 : « être le moteur pour l'unification et la coopération de toute l'Europe est la raison d'État d'une Allemagne située au cœur de l'Europe. » Était-ce l'affirmation d'une indépendance nouvelle à l'égard de l'UE qui ne lui rapporterait plus suffisamment ? En fait, on peut trouver deux explications à cette décision intempestive : d'une part, une forte pression de l'opinion publique prônait l'autodétermination pour tous les peuples comme ils en avaient bénéficié en RDA, et, d'autre part, cela empêchait un afflux massif de réfugiés et ainsi promouvait la sécurité dans le Sud-Est européen. À ce sujet, H.D. Genscher a déclaré : « reconnaître la Croatie, c'était mettre fin à la guerre civile »<sup>40</sup> par une internationalisation du conflit qui permettait à l'Allemagne de ne pas y envoyer de troupes. Cette candeur peut surprendre, d'autant qu'à la fin de l'année 1992, l'Allemagne envoyait des troupes, certes purement logistique, au Cambodge et en Somalie, rompant ainsi, partiellement, avec les principes de la loi Fondamentale. Finalement, en 1995, le Bundestag a autorisé l'envoi de 4000 soldats en Bosnie Herzégovine par une écrasante majorité pour le "oui".

Il est à noter, malgré tout, que la position de l'Allemagne au cœur de la crise yougoslave est assez ambiguë. Selon Christophe Réveillard<sup>41</sup>, la crise dans les Balkans aurait été grandement favorisée par l'Allemagne dès les années 80, d'un point de vue politique, et en 1990-1991, en subventionnant les armées sécessionnistes slovènes et croates à concurrence de 320 millions de dollars. Est-ce la reconnaissance très rapide de ces deux nations ou la contribution allemande en armes, qui ont fait que la monnaie d'échanges internationaux en Croatie dans les années 90 était le Mark ? Pour Stéphane Martens<sup>42</sup>, la Croatie et la Slovénie n'offraient pas de débouchés économiques à l'Allemagne. Pourtant, dès 1993 était créé un sommet de la Mitteleuropa regroupant les chefs d'états d'Europe centrale : Allemagne, Autriche, République tchèque, Hongrie, auxquels se joignirent par la suite la Slovaquie, la Slovénie, la Pologne puis l'Italie et l'Ukraine. Cette même année, sous la forte pression de l'Allemagne, la Communauté, devenue Union Européenne, conclut, avec les états d'Europe centrale et orientale des « accords sur l'Europe », sur la base desquels débute, en 1998, le processus d'adhésion des dix nouveaux états de l'Union. Ce processus avait été clairement énoncé par Klaus Kinkel au Bundestag le 10 mars 1994 : « l'Allemagne unifiée ne restera pas le pays qui constitue la frontière orientale de l'UE ; elle se repositionnera également dans un sens politique au milieu de l'Europe ». Et

---

<sup>40</sup> H.D. Genscher. Der Spiegel. 04 Sep 95

<sup>41</sup> C. Réveillard. « L'Allemagne et sa stratégie européenne de défense ». Géostratégiques N°2. Février 2001.

<sup>42</sup> S. Martens « La politique à l'Est de la RFA depuis 1949. » Paris. PUF.1998.

Zbigniew Brzezinski de conclure : « l'Allemagne se sent investie d'une responsabilité particulière voire d'une mission historique en Europe centrale et orientale ».<sup>43</sup>

Ainsi, depuis sa réunification, l'Allemagne a constamment prôné l'élargissement de l'Union, dans la seule direction possible, l'Est. Cet élargissement s'est fait au détriment de la nécessité de réformer l'Union pour faire face à la multiplication des intervenants, notamment dans le domaine des institutions, de la Politique Agricole Commune et de la politique structurelle ainsi que l'élaboration d'une stratégie d'ensemble de cet élargissement, préalable qui aurait été logique. Aujourd'hui, un élargissement autre qu'à la Bulgarie, la Roumanie et éventuellement la Turquie semble exclu.

Comme le soulignait Samuel Huntington<sup>44</sup>, la frontière européenne est celle de la religion chrétienne occidentale, par rapport à la religion chrétienne orthodoxe et à l'Islam, reprenant ainsi les affirmations de l'ancien secrétaire allemand à la défense, Lothar Rühl : « Biélorussie, Russie et Ukraine n'ont leur place ni dans l'OTAN ni dans l'UE »<sup>45</sup>. Pour l'Allemagne, les liens avec ces pays consistent principalement à développer des partenariats, et non une intégration, ce qui permettrait d'améliorer la stabilité dans ces pays, et donc la sécurité en Allemagne. Conscient de l'efficacité de l'Ostpolitik, les dirigeants allemands conçoivent, pour leur pays, un rôle tout particulier dans les relations avec l'Est remodelé. « les Russes ont toujours éprouvé des difficultés -et en n'éprouveront toujours- à comprendre l'Ouest. L'Ouest a toujours des difficultés à comprendre la Russie et la politique russe, mais les Allemands peuvent aider à mieux comprendre. »<sup>46</sup> Cette politique a été remise en question en 2004, quant à l'Ukraine et la république moldave. Le processus est désormais lancé pour l'Ukraine qui est désormais autorisée par l'Union à s'associer aux opérations dans le cadre de la PESC<sup>47</sup>, ce qui constitue un premier pas dans le développement de ses relations avec l'UE.

### 3.1.2 Les intérêts « essentiels »

#### L'Allemagne et l'Europe

Une fois l'UE élargie à l'Est, l'Allemagne fit part de ses propositions quant à la réforme des structures de l'UE. En particulier, sa conception d'une Europe fédérale permettait de renforcer les pouvoirs de la Commission et du Parlement, qui, après l'extension à l'Est, se retrouvaient dominés par les pays de la zone d'influence germanique. Cette majorité est

---

<sup>43</sup> Z. Brzezinski. « Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde ». Paris. Bayard. 1997.

<sup>44</sup> Samuel Huntington. « le choc des civilisations ». Paris. Odile Jacob. 1997

<sup>45</sup> L. Rühl : « Erweiterung und Defense ». Die Welt. 27 mars 1995

<sup>46</sup> H. Schmidt. « Des puissances et des hommes ». Traduction française de Monique J. Lebedel. Paris. 1989

<sup>47</sup> décision 2005/495/PESC. Session des 13 et 14 juin 2005

flagrante au sein du Conseil (14 pays<sup>48</sup>), beaucoup plus subtile au Parlement où, si ces 14 pays ne représentent que 348 des 732 députés, la présidence de 3 des 4 plus grands groupes est confiée à des Allemands (PPE, PSE et Verts). La proposition de Traité Constitutionnel Européen, dont l'idée originale était allemande mais auquel ont grandement contribué les Français, renforçait les pouvoirs de ces deux structures, entérinant la diminution des pouvoirs de la Commission, représentante de l'intérêt commun, décrédibilisée par les refus de la France et de l'Allemagne de suivre le Pacte de Stabilité dès 2003, puis écrasée par son volume désormais trop important. Le processus de ratification étant en panne depuis les « non » référendaires français puis néerlandais, un traité constitutionnel Européen n'est envisageable qu'à l'horizon 2007. À cette date, le seul dirigeant européen un tant soit peu ancien d'une grande puissance sera la chancelière allemande. Il est donc probable que la vision allemande sera au cœur des nouvelles propositions.

Si le couple franco-allemand a été jusqu'à présent le moteur de la construction européenne, ce moteur est désormais en panne. Les causes, selon Jean-Louis Bourlanges<sup>49</sup>, sont liées à la situation économique des deux pays ; pour Pierre Béhar<sup>50</sup>, elles sont liées à l'extension de l'UE qui, de ce fait, noie les deux pays fondateurs au milieu de l'opposition des « petits » pays dont, pourtant l'Allemagne prétend représenter les intérêts. Il faudra donc qu'Angela Merkel, non seulement réforme à l'économie allemande et persuade le futur président français mais aussi entraîne d'autres chefs d'Etats comme l'Espagne (notamment dans la poursuite du rapprochement de José Luis Zapatero aux positions germano-françaises sur l'Irak) ou l'Italie (dans le cadre des sommets de la Mitteleuropa). Cette démarche a déjà porté ses fruits en 2004 lorsque, de concert avec la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suède, l'Autriche et Chypre, l'Allemagne a défendu un plafonnement des dépenses de l'UE à 1 % de son PIB face à la proposition de la Commission d'en engager 1,24 %.

Ainsi, l'Allemagne, après avoir forcé la main pour l'élargissement de l'Union Européenne, se retrouve en position de devoir négocier avec de nouveaux partenaires les décisions qui s'imposent à l'Union des 25. Il est probable que ces négociations se feront principalement avec les états prépondérants ( les « grands » parmi les 12 plus la Pologne), en raison du principe de la double majorité. Pour y parvenir, il faudrait que l'Allemagne soit effectivement un pays « normalisé » comme l'affirmait Gerhard Schröder, en 1998. Or, l'Allemagne ne sera un pays « normalisé » que lorsque la question de sa normalité ne se posera plus, ni à elle, ni aux autres, comme l'a remarqué J. Fischer. Et puisque tel n'est pas encore le cas, la caution morale de la France ne lui est pas, et pour longtemps, superflue. L'invitation du

---

<sup>48</sup> Allemagne, Pologne, Pays-Bas, Rép. tchèque, Hongrie, Suède, Autriche, Slovaquie, Finlande, Danemark, Lituanie, Lettonie, Estonie, Slovénie, Luxembourg.

<sup>49</sup> Conférence IFRI du 30 janvier 2006.

<sup>50</sup> P. Béhar « Entre Berlin et Paris une alliance de raison ». Le Monde diplomatique. Avril 2004.

président Chirac au chancelier Schröder lors de la commémoration des 60 ans du débarquement du 6 juin 1944 en a été une preuve flagrante.

Les intérêts « essentiels » de l'Allemagne sont également défendus dans le cadre de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC). La France y avait associé l'Allemagne, dès 1992, dans le cadre du traité de Maastricht. Cette PESC a d'abord trouvé une application diplomatique dans le dialogue euro-méditerranéen dans lequel l'Allemagne trouvait un débouché supplémentaire pour son économie au Sud. Mais la maturation de ce dispositif a été très longue et n'a trouvé d'application concrète qu'à partir de 2003, en application des décisions du Conseil européen de Copenhague (décembre 2002) qui aboutirent aux accords dits de Berlin+. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003, une mission de police de l'UE fut déployée en Bosnie-Herzégovine ; le 31 mars 2003, l'UE lançait l'opération Concordia, utilisant des moyens de l'OTAN et dont le commandant était l'amiral allemand Feist, le D.SACEUR, suivie au mois de décembre par l'opération Proxima ; puis à l'été 2003, l'opération Artémis en RDC. Le déblocage des moyens de l'OTAN était lié, certes aux attentats du 11 septembre, mais également à l'action de médiation de l'Allemagne à l'égard des États-Unis, grâce à son rôle moteur au sein de l'UE et à la situation particulière qu'elle a connue au sein de l'OTAN.

#### L'Allemagne, les États-Unis et l'OTAN

Après l'effondrement du pacte de Varsovie et de l'Union soviétique, l'Allemagne prit ses distances à l'égard des États-Unis et de l'OTAN pour se recentrer sur l'UE. Le constat fut brutal en 1990-91, lors de l'opération « Tempête du désert », lorsque les Allemands ne prirent pas part aux opérations en Irak et émirent des réserves quant à l'utilisation de leurs bases aériennes par les Américains. Les Allemands se retranchaient derrière la Loi Fondamentale, qui interdisait l'emploi de la Bundeswehr hors du cadre de l'OTAN. La « déprussianisation » avait dépassé ses objectifs. En 1991, la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie par l'Allemagne, qui avait déjà semé le trouble au sein de l'UE a profondément irrité les États-Unis. De ce fait, la proposition du président Bush de « Partnership in leadership » faite à Mayence en mai 1989 fut abandonnée.

Ce gel des relations germano-américaines a duré quatre ans, jusqu'aux accords de Dayton, en 1995. Dans le cadre de ces accords, l'Allemagne a contribué militairement à une opération de l'OTAN, hors du théâtre de l'article 5 de la Charte, en Bosnie-Herzégovine. Cet engagement militaire correspondait aux intérêts des Allemands et des Américains : les Allemands y voyaient une opportunité pour rompre avec l'isolationnisme imposé par la Loi Fondamentale, les Américains, l'occasion d'impliquer l'OTAN dans son ensemble. Alors que depuis la guerre du Golfe, les Américains privilégiaient leurs rapports avec Londres et Paris, il réorientèrent à nouveau leur politique étrangère vers Berlin.

En effet, à cette époque, l'Allemagne n'était pas encore soupçonnée de desseins purement nationaux, contrairement à la Grande-Bretagne et la France. En outre, son poids prépondérant au sein de l'UE, permettait, en l'impliquant dans les opérations, de faciliter l'implication des autres nations européennes. Cette appréciation a été confortée par l'engagement allemand lors de la crise du Kosovo, tant pour la partie militaire que politique. De même, le soutien inconditionnel de l'Europe, et la réponse très rapide de l'Allemagne après les attentats du 11 septembre 2001, ont contribué à rapprocher les États-Unis et l'Europe. C'est probablement à ce moment, que depuis la fin de la Guerre Froide, le lien transatlantique était le plus fort. L'engagement des pays de l'UE en Afghanistan, dans le cadre de la coalition pour « Enduring Freedom », ou de l'OTAN dans le cadre de l'ISAF, a démontré comme le soulignait Zbigniew Brzezinski que « le développement de l'intégration [NDLR, de l'UE] n'est pas contradictoire avec les intérêts de l'OTAN. »<sup>51</sup>

Cependant, les positions françaises, allemande et russe à l'égard de l'engagement américain en Irak ont jeté un froid sur les relations transatlantiques. Rapidement, les Américains ont « pardonné » aux Russes et aux Allemands, maintenant l'opprobre sur les Français. Ce « pardon » a permis un rapprochement significatif entre l'Allemagne et les États-Unis qui s'est concrétisé le 27 février 2004 par la déclaration commune : « l'Alliance germano-américaine pour le XXIe siècle »<sup>52</sup>. Ce document, signé conjointement par Georges W. Bush et Gerhard Schröder, seul, engage conjointement les États-Unis et l'Europe dans une action à l'égard d'un « Grand Moyen-Orient », ce qui nécessite un renforcement de l'entité européenne à laquelle contribueront les États-Unis. Cette coopération nécessiterait, selon Gerhard Schröder, un cadre différent de l'OTAN pour régler les questions stratégiques transatlantiques.<sup>53</sup>

Les relations entre Allemagne et États-Unis sont marquées par un effet de balancier où l'Allemagne peut souffler le chaud et le froid, en fonction de ses intérêts politiques propres. Les États-Unis ont trop besoin d'un soutien de l'Union Européenne et donc en premier lieu de l'Allemagne pour pouvoir avoir une politique coercitive à l'égard de ce pays. Il faut noter également que conformément aux théories de N. Spykman<sup>54</sup>, la nature continentale de l'Allemagne contribue à limiter les frictions géopolitiques avec une Amérique maritime, et que de ce fait, une Allemagne forte et prospère, alliée des États-Unis est un atout pour ces derniers.

---

<sup>51</sup> Z. Brzezinski. « Le vrai choix ». Paris. Odile Jacob. 2004.

<sup>52</sup> Disponible sur [www.bundesregierung.de/dokumente/-613898/Artikel/dokument.htm](http://www.bundesregierung.de/dokumente/-613898/Artikel/dokument.htm) ou sur [www.whitehouse.gov/news/release/2004/02/print/22040227-10.html](http://www.whitehouse.gov/news/release/2004/02/print/22040227-10.html) . Cf Annexe 9.

<sup>53</sup> G. Schröder. Discours lu par Peter Struck à Munich, 13 février 2005.

<sup>54</sup> Cf Annexe 10.

### 3.1.3 Les intérêts « importants »

« L'Allemagne n'est pas faite pour être une puissance mondiale même si elle estime devoir s'engager dans des opérations multinationales »<sup>55</sup>, était le leitmotiv de la diplomatie allemande au cours des années 90. Ce discours trouve un écho dans le propos de Helmut Kohl : « la politique étrangère allemande est dictée par l'image qu'en retirent ses partenaires, en premier lieu, la France. »<sup>56</sup> C'est pourquoi l'implication allemande dans les relations internationales s'est faite progressivement par des bonds en avant et des petits pas en arrière, que l'on a pu constater dans ses relations avec les États-Unis.

Outre son implication objective dans la crise des Balkans dès 1991, l'Allemagne avait déjà entrepris une action diplomatique dans le cadre de l'ONU à cette même époque en intervenant militairement, avec une force de soutien uniquement logistique pour respecter le cadre de la Loi Fondamentale, au Cambodge, au Sierra Leone et en Somalie. Si l'on peut considérer que ces engagements furent réalisés afin de préserver ou développer des intérêts économiques dans le Sud-Est asiatique ou en Afrique, il faut bien reconnaître que, de ce point de vue, ce fut un échec. Il est donc plus probable que ces actions furent menées afin d'obtenir la confiance de la communauté internationale.

En revanche, discrètement, l'Allemagne s'était engagée en Afghanistan dès 1994, en entretenant des relations diplomatiques avec l'« État islamique d'Afghanistan » (l'Alliance du Nord). Deux options sont envisagées quant à l'intérêt allemand pour l'Afghanistan : soit l'Allemagne avait peur d'un afflux massif de réfugiés afghans (elle comptait déjà la plus forte communauté afghane en Europe, 90 000), soit elle considérait que l'Afghanistan était un laboratoire pour une politique étrangère autonome. Depuis l'engagement de la coalition autour des Américains en Afghanistan, il est difficile de répondre. Toutefois, on peut remarquer l'importance de la contribution allemande, tant dans le règlement politique de la situation afghane (organisation à Bonn de la première conférence de l'ONU sur l'Afghanistan fin 2001, et de la troisième à Berlin au printemps 2004), que dans l'aspect militaire avec une contribution en troupes à la FIAS considérable ; cela lui a permis d'en assurer le commandement entre février et août 2003. Enfin, l'Allemagne est le troisième contributeur à la reconstruction du pays derrière les États-Unis et le Japon. Certes, un retour sur investissement est attendu par l'Allemagne dans l'attribution des marchés pour la reconstruction, qui engagera des moyens économiques et culturels, mais ce retour sur investissement pourrait être diplomatique, avec la reconnaissance du rôle mondial de l'Allemagne par la communauté internationale, et prendre la forme d'un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU.

---

<sup>55</sup> J. Fischer « Risiko Deutschland. Krise und Zukunft des deutschen Politik ». Cologne. 1995

<sup>56</sup> H. Kohl. Discours du 3 février 1996

Ainsi, la politique étrangère allemande évolue officiellement dans trois dimensions : l'UE, en s'appuyant sur le couple franco-allemand, l'OTAN, en s'appuyant sur le couple germano-américain, l'OSCE, en s'appuyant sur le couple germano-russe.<sup>57</sup> La politique étrangère d'Angela Merkel ne se démarque pas de celle de Gerhard Schröder, définie en février 2004, ainsi que le démontre la chronologie de ses visites d'État à l'issue de sa nomination : Paris, Londres, Bruxelles (UE puis OTAN), Washington, Jérusalem. Cependant, il est flagrant que l'Allemagne cherche une reconnaissance internationale dans un domaine autre que l'économie. Cette reconnaissance sera concrétisée par l'attribution d'un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, dont l'intérêt a été particulièrement sensible à l'été 2002 alors que l'Allemagne y détenait un siège temporaire, lorsque le débat sur l'intervention en Irak s'est déroulé à l'ONU. Pour cela, il lui faudra faire preuve d'une « normalité » une caution morale reconnue par l'ensemble de la communauté internationale pour son action sur ses trois axes d'effort. Dans la perspective du siège permanent, ceux-ci visent à obtenir des États-Unis un soutien fort, de la Russie au pire une bienveillante neutralité, quant à la France, cette dernière assure un soutien indéfectible à l'Allemagne, compte tenu des enjeux européens.

### **3.2 L'action économique**

Le ministre des finances (1949-63) puis Chancelier (1963-66) Ludwig Erhard avait analysé que la meilleure manière de réaliser les intérêts allemands consistait à penser l'économie en termes d'internationalisation et que donc, l'ouverture des frontières aux échanges de biens et services devait être une préoccupation constante des autorités fédérales. Cette analyse fait aujourd'hui la preuve de toute sa pertinence. L'Allemagne, réduite à néant en 1945, est aujourd'hui la troisième puissance économique mondiale, derrière les États-Unis et le Japon, et le premier exportateur mondial, devant les États-Unis !<sup>58</sup>

Il faut analyser ce résultat au vu de plusieurs facteurs : d'une part, la République Fédérale d'Allemagne a bénéficié de l'aide du plan Marshall pour reconstruire l'industrie lourde à partir des années 50, d'autre part la construction de la Communauté Européenne a grandement facilité cette politiques d'échanges internationaux.

Les domaines dans lesquels l'Allemagne se montre particulièrement performante sont : la construction automobile, la construction de machines-outils et l'industrie chimique et pharmaceutique. En revanche, elle connaît un fort déficit dans la production agricole, et d'une manière générale, de matières premières. La très forte prépondérance des secteurs secondaire (29 %) et tertiaire (70 %) a permis le développement d'un modèle social très particulier,

---

<sup>57</sup> K. Voigt. « German interest in Multilateralism. » Aussenpolitik, N° 2. 1996

<sup>58</sup> Exportations mondiales (en milliards de \$) : *Allemagne* : 893,3 ; *États-Unis* : 795. *Source* : *Quid 2006*.

l'économie sociale de marché, qu'elle partage avec l'Europe Nord. Les produits ainsi réalisés sont exportés principalement au sein de l'UE<sup>59</sup>. Hors Union Européenne, les principaux pays importateurs sont les Etats-Unis (2<sup>ème</sup>), la Suisse (9<sup>ème</sup>), la République populaire de Chine (10<sup>ème</sup>), la Russie (14<sup>ème</sup>), le Japon (16<sup>ème</sup>) et la Turquie (17<sup>ème</sup>), l'Ukraine ne vient qu'en 41<sup>ème</sup> position juste devant la Slovénie, Israël et la Croatie.

Ces rangs apparents dissimulent bien l'importance économique réelle de l'Allemagne à l'écart de ces pays. Notamment, l'Allemagne est le premier partenaire commercial de la Russie (14 % des importations et 7,8 % des exportations), le premier investisseur étranger (plus de 10 milliards de dollars de stocks) et le premier créancier (Berlin détient la moitié de la dette extérieure russe, 20 milliards de dollars sur 40. Le cas de la Russie est exemplaire de l'importance économique germanique à l'Est et au Sud de l'UE.

« L'Allemagne ne pourra faire autrement que de pénétrer économiquement l'Europe de l'Est, et il est probable qu'elle obtiendra de cette façon ce que le IIIe Reich n'a jamais pu atteindre avec quelques centaines de divisions, à savoir la suprématie sur les territoires immenses située entre la Vistule, le Bug, le Dniepr et le Don.»<sup>60</sup> Dans cette région, les intérêts économiques de l'Allemagne et de l'Autriche se sont progressivement affirmés, sans être, pour le moment, conflictuels. L'engouement de ces deux pays pour les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) a été initié dès le début des années 90. Ainsi, les investissements allemands et autrichiens dans les PECO représentaient respectivement 31 % et 17 % des investissements étrangers, ce qui représentait de leur part respectivement 10 % et 30 % de leurs investissements directs. Il est à souligner que ces efforts dépassaient ceux développés vers l'Asie du Sud-Est. L'Allemagne est ainsi, à ce jour, le premier investisseur en République tchèque, en Hongrie, en Bulgarie et en Roumanie, deuxième en Pologne (derrière les États-Unis) et en Slovaquie ; l'Autriche quant à elle est en première en Slovaquie et deuxième en Hongrie. On retrouve ici l'espace économique défini par « la Grande Allemagne » réduite à un *Zollverein*<sup>61</sup>... Cette analogie est confortée par le fait que le « projet d'assistance », destiné à aider les PECO dans la promotion de la démocratie et de l'économie sociale de marché, soit dirigée par le ministère fédéral de l'Economie, en coopération avec celui des Affaires étrangères.

Il faut toutefois relativiser l'importance des PECO dans les relations commerciales des deux Etats germaniques. Celles-ci ne représentaient qu'une part très faible des échanges commerciaux, principalement orientés vers les « vieux » pays de l'UE, principalement en raison d'une « compatibilité des systèmes socio-économiques » à parfaire. Leur intégration à l'Union

---

<sup>59</sup> Cf Annexe 11.

<sup>60</sup> Arnulf Baring, « Deutschland, was nun ? ». Entretien avec D. Rumberg et W. J Siedler. Berlin.1991

<sup>61</sup> Cf Annexe 12.

Européenne a permis de forcer les évolutions des structures économiques des PECO, grâce à la contrainte préalable des critères d'adhésion puis aux aides substantielles de l'UE. Néanmoins, ces pays ont offert, dans le cadre de leur restructuration, des débouchés principalement aux sociétés commerciales germaniques.

Cependant, d'autres défis se présentaient à l'Allemagne : sa propre restructuration dans les nouveaux Länder et l'émergence de la mondialisation.

La réunification des Allemagnes a coûté terriblement cher à la RFA. Les estimations de son coût oscillent entre 1 500 et 2 500 milliards d'€ pour la période 1990-2005. Ce coût est lié d'une part à la parité virtuelle du Mark entre les deux Allemagnes, et d'autre part aux investissements nécessaires à l'adaptation des nouveaux Länder aux structures socio-économiques occidentales. Avant même que restructuration ne soit achevée (elle est toujours en cours...)<sup>62</sup>, se développait la mondialisation. L'appréhension de ce sujet fut rapide en Allemagne, et la solution rapidement définie : « La mondialisation signifie que le nouvel ordre mondial est au fond un ordre économique mondial. Ce n'est pas la bombe atomique mais la géoéconomie qui est le fondement de la future géopolitique[...] A l'ère de la mondialisation, les termes de la question ne sont plus: l'Allemagne va-t-elle réussir ? Ils sont : est-ce que l'Europe pourra s'affirmer ? »<sup>63</sup> L'affirmation de l'Europe, face à ce défi, consista à réaliser l'Euro et à créer la Banque Centrale Européenne, concrétisations tangibles du système monétaire européen. Compte tenu de l'investissement considérable de la Bundes Bank à ces projets, ce fut le candidat soutenu par l'Allemagne Wim Duisenberg, qui obtint le premier poste de gouverneur de la BCE. Pour l'Allemagne, le coût de la réalisation de l'Euro est estimé à 1 000 milliard d'€

Les coûts cumulés de la réunification et de la construction de l'Euro ont directement creusé la dette allemande jusqu'à 64,2% de son PIB, indirectement son déficit à 3,8% du PIB et réduit sa croissance aux alentours de 2 % seulement<sup>64</sup>. On pourrait croire cette situation financière catastrophique ; il est peu probable qu'elle le soit effectivement. En effet, plutôt que mener une politique drastique afin de rembourser la dette, le gouvernement d'Angela Merkel a gardé le plan Schröder d'augmenter de 3 % de la TVA, 1 % pour compenser la réduction des charges sociales et 2 % pour financer les réformes. Cela démontre la confiance des Allemands en la capacité à rebondir de leur pays. Il est probable qu'au fil des ans, les investissements dans les nouveaux Länder vont porter leurs fruits et donc pouvoir se réduire, tandis que l'Euro se porte bien. Le problème se posera pour définir les marchés qui accueilleront les productions nouvelles issues tant de la réforme à l'ouest que de la restructuration à l'est de l'Allemagne.

---

<sup>62</sup> Cf Annexe 13.

<sup>63</sup> K. Kinkel. Discours de Lübeck. 04 septembre 1997

<sup>64</sup> Cf « L'année stratégique 2006 ». Paris. Dalloz. 2005

Le domaine économique est le champ d'action privilégié de la diplomatie allemande, permettant discrètement de gagner une importance politique au sein des pays partenaires, principalement la zone de l'UE, les États-Unis et le Japon, suivis de près par celle qui, de l'Atlantique à l'Oural, n'appartient pas (encore ?) à l'Union. La situation économique générale de l'Allemagne, si l'on en croit les chiffres, n'est pas florissante ; pourtant, les restructurations sont déjà entamées pour préparer au mieux l'Allemagne au défi de la mondialisation.

### **3.3 Le domaine militaire**

La Bundeswehr était, jusqu'à 1990, une armée de 500 000 hommes qui devait, la première, faire face au déferlement de corps blindés en provenance de l'Est. Elle était de ce fait lourdement équipée en matériels blindés, comptait sur une logistique abondante et immédiatement disponible, puisqu'elle se trouvait sur son territoire. D'autre part, pour éviter un « syndrome prussien », les soldats allemands développaient avant tout l'idéal du citoyen en uniforme et la « Innere Fuehrung » sorte de « direction morale », qui permettait aux soldats d'accomplir leur mission tout en leur assurant son contrôle en tant que citoyen.

La réunification allemande, la dislocation du pacte de Varsovie et donc l'évaporation d'une menace blindée déferlant sur l'Allemagne ont rendu cette structure caduque. En revanche, l'émergence de nouveaux conflits dans les Balkans notamment, a imposé une restructuration de la Bundeswehr, tant dans les moyens en personnel et matériel, que dans les missions et leur cadre législatif.

La construction de la Bundeswehr avait été réalisée dans le cadre de la Loi fondamentale qui restreignait l'emploi des forces armées allemandes au théâtre national dans le cadre de l'OTAN. Afin de contribuer aux opérations de l'ONU au début des années 90, les Allemands contournèrent cette disposition en n'envoyant que des éléments d'unités logistiques. Pour répondre aux sollicitations croissantes des Nations unies et de l'OTAN, le tribunal constitutionnel de Karlsruhe a arrêté le 12 juillet 1994, l'autorisation d'envoyer des forces armées hors du théâtre national dans le cadre d'un mandat des Nations unies et avec l'accord préalable du Bundestag comme en Bosnie-Herzégovine, en 1995. Depuis lors, la Bundeswehr se réorganise pour détenir les capacités tactiques nécessaires aux opérations de maintien de la paix, et depuis 2001, nécessaires aux « guerres asymétriques » comme en Afghanistan.

C'est pourquoi l'Allemagne va se doter prioritairement de moyens de projection et de mobilité stratégique, développe des moyens de renseignement global (SarLupe) qui lui permettront une prise de décision autonome, acquiert ou développe des systèmes de commandement interopérables et enfin recherche une capacité antimissile. Le problème qui se

pose l'Allemagne, comme pour toutes les autres nations occidentales, est celui du financement. Même si l'Allemagne ne consacre que 1,24 % de son PIB à la Défense, soit 360 \$ par habitant (la France y consacre 670 \$), elle recherche les capacités fondamentales pour lui permettre d'assurer le commandement d'opérations multinationales : capacité de renseignement nationale et donc autonomie de décision politique, capacité de commandement aux niveaux stratégique et opératif d'opérations multinationales, déjà avérée par le commandement de l'ISAF III en 2003 et confirmée par le rôle de nation-cadre de composante qu'elle assure dans le cycle des NRF.<sup>65</sup> La taille de la Bundeswehr a été réduite au plus juste afin de permettre une contribution aux troupes en adéquation avec les responsabilités en termes de commandement : une force d'intervention de 35 000 hommes et femmes, pour répondre aux opérations d'imposition de la paix, et une force de stabilisation 70 000 militaires, impliquée principalement dans des opérations de basse et moyenne intensité, des opérations de maintien de la paix. Enfin, une force de soutien comprenant 147 500 soldats renforcés par 75 000 civils, contribue à assurer le soutien des deux autres forces, soit un total de 250 000 militaires. Fin 2005, 6380 militaires allemands étaient déployés dans huit opérations extérieures, principalement l'ISAF et la KFOR. Ce contingent va considérablement augmenter avec la prise de commandement de la MONUC par l'Allemagne au mois d'avril 2006, dans le cadre des élections qui devraient avoir lieu en République Démocratique du Congo.

Ces engagements militaires posent, comme en France, la question de l'opportunité de la conscription. En 2002, sur 400 000 individus, 28 % ont effectué un service militaire, 42,5 % un service civil, les autres étaient exemptés<sup>66</sup>. La rationalisation des coûts budgétaires pourrait conduire à la « suspension » de la conscription. Dès lors, pourrait disparaître l'idéal du soldat citoyen. Cependant, lorsque l'on apprend que la Haute Cour de justice allemande a déclaré illégale la destruction d'un avion de ligne détourné par des terroristes, suite à une requête d'un pilote militaire allemand<sup>67</sup>, on peut douter de la renaissance de l'idéal conquérant qui caractérisait les armées prussiennes et la Wehrmacht, bien que les classiques prussiens soient enseignés dans les écoles militaires allemandes.

La Bundeswehr est donc désormais davantage un outil d'affirmation de puissance politique qu'un outil dédié à la défense du territoire et des intérêts vitaux de l'Allemagne.

---

<sup>65</sup> Les NATO Response Force sur les forces de premières interventions de l'OTAN. Dotées d'un effectif de 30 000 hommes (Terre, Air, Mer, Actions civilo-militaires...), elles peuvent permettre de répondre à toute crise émergente. La composante aérienne a notamment été engagée pour aider les États-Unis après le passage de l'ouragan Catherina et au Pakistan après le tremblement de terre.

<sup>66</sup> J.-S Mongrenier « La Refondation de la Bundeswehr, affirmation nationale et « culture de la retenue » ». Hérodote N° 116. Paris. 2005.

<sup>67</sup> Arrêté de la cour de justice allemande du 14 février 2006

### **3.4 Le peuple allemand**

Pour des raisons historiques, le peuple allemand est assez hétérogène. S'ils partagent la même langue et ont les mêmes racines culturelles, les Allemands sont profondément marqués par les territoires où ils se sont installés. On peut noter ainsi la prééminence du protestantisme et de l'héritage de la Ligue hanséatique au nord, du catholicisme et du centralisme d'État au sud, les influences françaises et d'une manière générale occidentale à l'ouest, tandis qu'à l'est, les influences danubiennes, notamment austro-hongroise, et en ex-RDA les réminiscences du communisme. Ces disparités culturelles sont reconnues dans un régionalisme institutionnel qui aboutit à un régime fédéral. Un État fédéral européen au lieu de l'Union Européenne apparaît donc nécessaire pour la majeure partie des Allemands.<sup>68</sup>

Conscients de leur puissance retrouvée grâce à la réunification, les Allemands considèrent qu'ils doivent jouer un rôle mondial. Cependant, profondément traumatisés par les conséquences de la Deuxième Guerre Mondiale, ils se refusent à mener une politique aussi frontale qu'au siècle précédent. Le messianisme protestant du Nord a tendance à vouloir exporter le modèle d'économie sociale de marché à travers le monde, tandis que l'exemplarité catholique du Sud veut faire preuve de la pertinence de ce modèle. Pour le peuple allemand, la puissance d'une nation se mesure, non pas en termes de soldats ou de chars, mais plutôt dans son rayonnement économique et culturel.

Pourtant, ce modèle culturel pourrait bien être remis en question par la chute démographique en Allemagne. Ce pays de 82,5 millions d'habitants connaît l'un des plus faibles taux de natalité d'Europe : 1,3 enfants par femme. En considérant ce taux de fécondité ainsi qu'un solde migratoire positif annuel de 170 000 personnes et sur la base d'une espérance de vie croissant dans des proportions constantes, la population allemande passerait à 77 millions en 2030, 68 millions en 2050<sup>69</sup>. Sans immigration, avec un taux de natalité de 1,5, la population allemande ne serait plus que de 55,4 millions d'habitants en 2050.<sup>70</sup> La solution pour réduire cette érosion démographique consisterait à avoir un flux d'environ 300 à 350 000 immigrés par an, chiffres inférieurs à ceux de l'an 2000 mais qui paraissent bien illusoire sur la durée. Cette solution a été privilégiée dès 2000 par la réforme de la loi allemande sur la nationalité qui désormais introduit le droit du sol. Cet abandon de la conception ethnonationaliste de l'Allemagne a été confirmé en 2005 par une nouvelle modification des lois sur l'immigration. La population étrangère actuellement installée<sup>71</sup> en Allemagne représente 6,7 millions soit 8,1 % de

---

<sup>68</sup> Cf Annexe 14.

<sup>69</sup> Cf Annexe 15.

<sup>70</sup> Herwig Birg, « Auswirkungen und Kosten der Zuwanderung nach Deutschland. Bielefeld. 2001.

<sup>71</sup> Cf Annexe 16.

la population. Le chômage, qui a dépassé la barre symbolique des 5 millions et le rejet par une Allemagne relativement conservatrice de la société « multiculturelle » pourrait empêcher cette immigration massive. La réapparition du concept de « Heimat » ( sorte de foyer affectif étendu au voisinage) développe, dans le même temps, le soucis de sa préservation.

Dans le même temps, l'idéologie des trois K ( Kinder , Küche, Kirche) reste présente et donc créé une incompatibilité psychologique entre travail des femmes et maternité, partagé par 61 % des couples<sup>72</sup>. D'autre part, un couple allemand sur trois souhaite rester « indépendant, sans charges familiales » et bénéficier de bonnes conditions de vie. Enfin, l'idée que la réduction du taux de natalité faciliterait la solution au problème du chômage se répand de plus en plus<sup>73</sup>. Manifestement, le report à 67 ans de l'âge de la retraite démontre l'absurdité de cette idée. En conséquence, le gouvernement Schröder a décidé de faire de l'Allemagne, en 2010, un des pays « les plus accueillants pour les enfants » dans un plan d'action énoncé le 16 février 2005, reprenant les principes natalistes français.

Enfin, il ne faut pas oublier le traumatisme d'une population totalement vaincue en 1945, interloquée par son soutien au régime nazi, culpabilisée dans les années qui suivirent. C'est probablement l'un des points caractéristiques de cette population autrefois si sûre d'elle qui désormais est plus sûre des valeurs personnelles que politiques.

La population allemande est donc très majoritairement attachée à une qualité de vie qu'elle cherche à promouvoir par le biais de l'exportation de son modèle d'économie sociale de marché. Le syndrome du « Mittellage » (être au centre de l'Europe et donc la cible de tous ses voisins), s'est transformé, aujourd'hui, en sentiment de soleil démocratique et économique. A la vision française de la puissance qui s'exprime d'un point de vue diplomatique, répond la vision allemande qui s'exprime d'un point de vue économique et politique.

### **3.5 L'action culturelle**

Pendant 45 ans, la RFA a dû se défendre face à l'Est soviétique. Cela s'est traduit par un fort contingent de troupes mais également une politique de soutien à la culture exceptionnelle.

L'une des manifestations les plus importantes est sans conteste le festival de Berlin, créé en 1951, et qui affirmait l'appartenance au bloc occidental de Berlin Ouest. Le cinéma allemand, à la fin de la guerre s'est apitoyé sur le destin de l'Allemagne sous l'emprise nazie,

---

<sup>72</sup> Spiegel Online. 10 octobre 2004. In « Une « panne démographique » qui vient de loin ». Le Monde diplomatique. Septembre 2005.

mais rapidement s'est inscrit hors du débat politique. Ce n'est qu'à partir des années 60 que le « jeune cinéma allemand » s'est engagé dans une critique sociale et politique. À la fin des années 80, ce mouvement s'est essoufflé mais il avait imprégné les esprits de la population allemande d'une volonté pacifique. Cette démarche qui visait à insuffler un souffle de contestation de la guerre dans l'esprit des concitoyens se retrouve également dans les autres arts : littérature, peinture, sculpture... Tous ces arts visaient à convaincre de la déstructuration des corps et des esprits que provoque la guerre. Ils ont ainsi prolongé la politique de dénazification, voire de « dé-prussianisation » initiée par les alliés de la guerre. Nous avons vu, lors de la première crise du Golfe, que cette politique avait dépassé ses objectifs.

L'affirmation de cette nouvelle culture avait besoin d'être répandue à travers le monde. Pour ce faire, fut créé au début des années 50 l'Institut Goethe, qui est l'institution dans le domaine culturel à vocation mondiale de la république fédérale d'Allemagne. Son rôle est double : d'une part, faciliter l'envoi d'élèves étudiants à l'étranger et d'autre part, promouvoir le rayonnement de la culture allemande. On compte désormais 128 instituts Goethe, répartis dans 79 pays, notamment dans tous les pays balkaniques et les territoires autonomes palestiniens<sup>74</sup>. Ils sont chargés de promouvoir « les défis politico-culturels de la mondialisation [...] par le dialogue, le développement de concept novateur pour un monde plus humain où la diversité culturelle est accueillie comme un bienfait pour notre société. »<sup>75</sup> Pour accomplir cette tâche, l'institut Goethe dispose d'un budget annuel de 278<sup>76</sup> millions d'€ sur les 566,9 millions engagés par l'Allemagne pour les projets et programmes de politique culturelle et éducative à l'étranger.<sup>77</sup> Les pays qui bénéficient principalement des apprentissages en Allemagne sont, par ordre d'importance : la Turquie (27042), l'Italie (8355), la Grèce (3429), la Serbie et Monténégro (3412), la Croatie (3210) et la Bosnie-Herzégovine (2259)<sup>78</sup>.

Cette répartition des apprentissages en Allemagne démontre l'importance que revêtent les Balkans et la Turquie pour la diffusion des savoir-faire techniques. Il est peu probable que ces enseignements ne soient pas considérés comme des investissements à très long terme. Il est donc certain que ces pays bénéficieront d'un soutien particulièrement fort de l'Allemagne dans toutes les négociations internationales, notamment celles concernant une éventuelle adhésion à l'UE, afin d'optimiser ces investissements, comme ce fut le cas avec tous les pays qui ont rejoint l'Union depuis la première Communauté européenne.

---

<sup>73</sup> Die Zeit. 14 octobre 2004.

<sup>74</sup> Cf Annexe 17.

<sup>75</sup> Cf [www.goethe.de/uun/enindex.htm](http://www.goethe.de/uun/enindex.htm)

<sup>76</sup> Idem

<sup>77</sup> Cf [www.tatsachen-ueber-deutschland.de/1435.0.html](http://www.tatsachen-ueber-deutschland.de/1435.0.html)

<sup>78</sup> Cf Annexe 18.

#### **4. Conclusion**

Les enjeux pour les Allemands dans l'extension de l'Union Européenne sont particulièrement nombreux. En termes de politique intérieure, ils correspondent à un développement des marchés accessibles, ce qui permettra l'adaptation aux défis de la mondialisation ; ils correspondent également aux besoins de combler un vide démographique par une population culturellement proche, ainsi que cela avait été réalisé en Autriche-Hongrie. En termes de politique internationale, le rôle prédominant de l'Allemagne au sein de l'Union Européenne en fait un interlocuteur de tout premier ordre, qui peut logiquement prétendre à une représentation permanente au conseil de sécurité de l'ONU.

Pour ce faire, il faudra que l'UE étende son champ d'action politique par une réforme des structures. La seule solution viable sera allemande à l'horizon 2007 : à cette date, Angela Merkel sera le seul chef du gouvernement de « grand » pays européen à avoir de l'expérience et pourra compter sur 13 autres pays au Conseil et, avec les parlementaires de ces pays, disposera d'une minorité de blocage au Parlement. Une fois les institutions réformées de manière compatible avec l'élargissement, l'extension de l'Union Européenne prendra une tournure géographique principalement orientée sur les PECO qui n'auront pas encore adhéré et, probablement, la Turquie. Il est probable que l'Allemagne et l'Autriche se brouilleront à cette occasion, l'Allemagne ayant une position dominante au sein de l'UE, tandis que le l'Autriche pourra prétendre au leadership en zone danubienne. L'Autriche, trop jeune au sein de l'Union, insignifiante en comparaison de l'Allemagne, perdra vraisemblablement. L'Allemagne, quant à elle, gagnera des soutiens supplémentaires dans les institutions européennes.

À ce moment, se posera véritablement la question du dessein allemand. Confrontée au problème d'une population sexagénaire a plus de 30 %, à des difficultés à trouver de la main-d'oeuvre ou bien en proie à des conflits racistes et voire inter-ethniques, il lui faudra choisir entre être une étoile sur le déclin ou trouver les moyens de se régénérer. La réponse à ce dilemme ne saurait être donnée aujourd'hui. Les gouvernants allemands se sont dotés des moyens pour la régénération par le biais de l'Europe qui pourrait absorber une grande quantité d'immigrants, d'origine méditerranéenne, turque principalement, voire, plus probablement, sud-américaine en raison des risques de réaction. Il n'est pas certain que la population allemande, tellement attachée à un art de vivre ou plutôt un confort de vie, soit disposée à suivre un gouvernement qui mènerait une politique hégémonique. Ce serait l'aboutissement des concepts de C. Frantz, appliqués à l'Allemagne, avec les restrictions soulignées par Sir E. Crowe. L'histoire démontre que chaque fois que l'Allemagne a tenté de devenir LA puissance en Europe, cela a tourné à la catastrophe pour le continent. Grandeur de l'Allemagne et bonheur de sa population paraissent difficilement compatibles.

## Bibliographie

### Ouvrages :

- ARON Raymond, *Mémoires*, Paris, Julliard, 1983
- BEHAR Pierre, *Du I<sup>er</sup> au IV<sup>ème</sup> Reich*, Paris, Desjooaquères, 1990
- BONIFACE P. (Dir), *L'année stratégique 2006*, Paris, Dalloz, 2005
- BRZEZINSKI Zbigniew, *Le vrai choix*, trad. Par Michel Bessières, Paris, Odile Jacob, 2004
- CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique, Constantes et changements dans l'Histoire*, Paris, Ellipses, 2003
- COSSERON Serge, *Des Allemagnes à l'Allemagne*, Paris, Hatier. 1993
- DREYFUS François-Georges, *L'Allemagne contemporaine*, Paris, P.U.F,1991
- DROZ Jacques, *L'Europe centrale.*, Paris ; Payot.1960
- KISSINGER Henry, *Diplomatie*, Trad. Marie-France de Paloméra, Paris, Fayard,1994
- LE GLOANEC A.M. (dir.), *Allemagne, peuple et culture*, Paris, La découverte Poche.,2005
- LE RIDER Jacques, *La Mitteleuropa*, Paris, P.U.F, coll *Que sais-je* .1994
- MARTENS Sréphan, *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949*, Paris, PUF, 1998

### Sites internet :

#### Articles :

- [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com)
- [www.wikipédia.com](http://www.wikipédia.com)
- [www.frstrategie.org](http://www.frstrategie.org)
- [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)
- [www.strategicsinternational.com](http://www.strategicsinternational.com)
- [www.i-d-europe.org](http://www.i-d-europe.org)
- [www.herodote.net](http://www.herodote.net)
- [www.europa-web.de](http://www.europa-web.de)
- [www.geoscopie.com](http://www.geoscopie.com)
- [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

**Données brutes:**

- [europedirect-cc.cec.eu.int](http://europedirect-cc.cec.eu.int), [europa.eu.int](http://europa.eu.int), [ue.eu.int](http://ue.eu.int): fonds documentaires sur l'Europe
- [catalog.loc.gov](http://catalog.loc.gov) : répertoire de la Bibliothèque du Congrès américain, quelques textes numérisés
- [www.euratlas.com](http://www.euratlas.com), [www.atlas-historique.net](http://www.atlas-historique.net), [www.lib.utexas.edu](http://www.lib.utexas.edu) : fonds cartographiques
- [www.whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov) : Documents de la Présidence américaine
- [www.auswaertiges-amt.de](http://www.auswaertiges-amt.de) : site du Ministère des affaires étrangères allemand
- [www.france.diplomatie.fr](http://www.france.diplomatie.fr) : site du Ministère des affaires étrangères français
- [www.tatsachen-ueber-deutschland.de](http://www.tatsachen-ueber-deutschland.de), [www.destatis.de](http://www.destatis.de) : statistiques allemandes
- [www.goethe.de](http://www.goethe.de), [www.amb-allemande.fr](http://www.amb-allemande.fr) : document de politique générale de ces institutions.

## Annexes

- Annexe 1 : Carte de l'Europe des 25
- Annexe 2 : Carte des Germains au Ier siècle
- Annexe 3 : Carte de l'Empire carolingien
- Annexe 4 : Carte de l'héritage carolingien
- Annexe 5 : Carte de l'Europe en l'an 1000
- Annexe 6 : Carte de l'Europe en 1700
- Annexe 7 : Carte de l'Europe de Vienne (1815)
- Annexe 8 : Les panismes selon Hausofer
- Annexe 9 : Déclaration commune Germano-américaine du 27 février 2004
- Annexe 10 : Carte de Spykman et l'importance de l'anneau maritime
- Annexe 11 : Principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne
- Annexe 12 : Investissements allemands à l'étranger
- Annexe 13 : La reconstruction de l'Allemagne de l'Est
- Annexe 14 : La jeunesse allemande et l'Europe
- Annexe 15 : Projection de la population européenne
- Annexe 16 : Population étrangère en Allemagne
- Annexe 17 : Implantations des Instituts Goethe
- Annexe 18 : Formation des étrangers en Allemagne